

UNIVERSITE FRANCOIS-RABELAIS TOURS

MAISON DES SCIENCES DE L'HOMME ET DE LA SOCIETE

**MASTER Sciences de l'Homme et de la Société
Mention sciences sociales : villes et territoires**

**La place des arbres en ville au sein des
aménagements
Réaction des citoyens face à la coupe des
arbres**

Gwenaëlle CLASS

Mémoire de Master 2^{ème} Année

Direction du mémoire : Marc-André PHILIPPE

Septembre 2005

UNIV.TOURS EPU DA CESA



D 251 004602 2

Un arbre, qu'est-ce que c'est ?

*Il y a la définition détournée, style dictionnaire : « est un arbre l'objet dont la collection
constitue une forêt ».*

*Ou bien la définition des critères, style scientifique : « l'arbre satisfait à trois principes :
dimension, longévité et solidité ». Mais la règle connaît trop d'exceptions : le Tabary est
petit, le peuplier meurt jeune et le baobab est mou !*

*Reste la définition pragmatique : « Si vous rentrez dans une plante en voiture et que la
voiture est cassée, alors c'est un arbre ! »*

Francis Hallé, Sophie Bruneau, Marc-Antoine Roudil

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier particulièrement :

- Monsieur Marc-André Philippe, mon directeur de recherche ;
- Madame Christine Chasseguet, responsable du service des espaces verts de la ville de Tours ;
- Mademoiselle Sylvie Roux, élue chargée de l'urbanisme et des espaces verts ;
- Les techniciens des espaces verts de la ville de Tours ;
- Les habitants du quartier Rabelais ;
- Monsieur Xavier Selva ;
- Monsieur Serge Bloch ;
- Madame Goléo, secrétaire de l'association Aquavit ;
- Monsieur Charrière, technicien au service des espaces verts de la ville de Grenoble
- Marine et Jean-François Class.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	p. 5
<u>I- DES CONFLITS AUTOUR DE LA COUPE D'ARBRES</u>	p. 7
1) Définition des termes	p. 7
a- Le projet d'aménagement	p. 7
b- Le conflit	p. 7
c- L'arbre	p. 7
d- La coupe	p. 8
e- Le public cible	p. 8
2) Méthodologie	p. 8
a- Le choix des conflits	p. 8
b- Les entretiens	p. 9
c- Etude bibliographique	p. 10
3) Etude de trois cas de conflit autour de la coupe d'arbres	p. 10
Conflit ayant lieu lors de la conception de l'aménagement : le cas de Grenoble	p. 10
Conflit ayant lieu lors de la réalisation de l'aménagement : la cas de la place Rabelais à Tours	p. 15
Conflit ayant lieu lors du suivi d'un aménagement : la cas du Boulevard Arago à Paris	p. 19
Tableau récapitulatif	p. 22
4) Analyse des conflits	p. 23
<u>II- L'ARBRE, L'UN DES SYMBOLES DE LA NATURE EN VILLE</u>	p. 24
1) Quelle nature ?	p. 24
2) Des preuves à l'appui	p. 25
a- Les témoignages des citoyens	p. 25
b- Une enquête	p. 26
3) Pourquoi l'arbre est-il nature ?	p. 27
a- L'arbre, image de la persistance et de la force de la nature	p. 27
b- L'arbre, image du vivant, en opposition au minéral, très présent en ville	p. 28
c- L'arbre, image du temps qui passe, des cycles : c'est un repère de temps dans une société où tout s'accélère	p. 29
d- Image des paysages ruraux et héritage d'une culture paysanne	p. 30

e- La plurifonctionnalité de l'arbre en ville : une caractéristique héritée de l'arbre « rural »	p. 30
f- L'arbre comme élément constitutif des espaces verts, poumons de la ville et eux-mêmes représentation de la nature	p. 31
III- LA NATURE, UN BESOIN POUR LES POPULATIONS URBAINES	p. 32
1) Des témoignages	p. 32
2) Le rôle hygiénique de la nature	p. 32
3) La nature, l'illusion d'une défense contre les méfaits de l'urbanisation et de la densité	p. 34
4) Concrétisation de ce besoin : le phénomène de la périurbanisation	p. 35
5) Autre concrétisation : la défense de la nature	p. 35
<u>Conclusion du II et du III</u>	p. 36
IV- DES DISFONCTIONNEMENTS EGALEMENT A L'ORIGINE DU CONFLIT	p. 37
1) Des disfonctionnements à différentes étapes de l'aménagement	p. 37
a- Lors de la conception du projet : décisions prises en marge de l'intérêt général	p. 37
b- Lors de la phase de concertation	p. 38
c- Lors de l'annonce du projet	p. 39
2) L'arbre n'est pas suffisamment pris en compte	p. 39
a- La nature ayant des droits	p. 39
b- L'arbre est parfois considéré comme du mobilier urbain	p. 40
3) Des réactions parfois démesurées de la part des citadins	p. 41
a- Le syndrome NIMBY	p. 41
b- Le problème de la légitimité des experts	p. 42
4) Préconisations : des améliorations à apporter à chaque étape du projet	p. 42
a- Préconisations à prendre lors de la phase de conception	p. 43
b- Préconisations à prendre lors de la phase de concertation	p. 43
c- Préconisations à prendre lors de la phase de réalisation	p. 44
d- Préconisations à prendre lors de la phase de suivi du projet	p. 44
e- Mettre au point un plan de gestion des arbres	p. 44
CONCLUSION	p. 46
BIBLIOGRAPHIE	p. 48
TABLE DES ILLUSTRATIONS	p. 51

INTRODUCTION

La conflictualisation de l'aménagement n'est pas chose nouvelle. Après une période d'intenses oppositions au cours des années 70 et une accalmie au cours de la décennie suivante, une violence et des demandes de la part des populations locales (en fait sensiblement similaires à celles que l'on avait pu observer au cours des années 70) sont ensuite réapparues.

Dans les conflits actuels, ce qui est nouveau, ce n'est pas tant l'intensité et leur nombre que la difficulté rencontrée par les aménageurs à réaliser leur travail. Au delà du conflit, c'est son issue qui est nouvelle : les blocages des projets d'aménagement. Les aménageurs ne sont plus les « maîtres » du territoire. Ils doivent composer avec les populations locales qui disposent aujourd'hui de moyens pour bloquer ces projets.

L'arbre est un sujet autour duquel ce type de conflit peut survenir. L'arbre a pris une place considérable dans la cité au fil des siècles, en passant par le symbole et le sacré, l'utilitaire et la qualité de vie. Il a dorénavant une « personnalité » avec laquelle les services des espaces verts doivent composer. La ville l'intègre d'ailleurs de plus en plus comme composante indispensable du paysage urbain.

Jamais l'arbre n'a été aussi nécessaire à l'homme. Preuve en est le choc provoqué par les deux tempêtes dévastatrices de décembre 1999 : les citoyens en tête se sont émus devant ces images d'arbres enchevêtrés, de paysages défigurés. Les français se sont sentis comme orphelins de leurs arbres : c'est d'un sentiment d'appartenance qu'il s'agit, de la conviction que les arbres les relient à quelque chose.

Rien d'étonnant alors de constater la violence et la passion de certaines réactions de citoyens lorsqu'un des arbres, auxquels ils tiennent tant, est abattu. Une coupe est en effet nécessaire pour certains aménagements ou s'impose d'elle même lorsque l'arbre est malade. Il faut cependant remarquer que ce type de réactions n'est pas la règle générale.

L'étude de plusieurs de ces conflits montre que les conséquences de telles réactions peuvent être très néfastes pour les aménagements qui accompagnent la coupe et pour l'image des porteurs de projet. Elles peuvent notamment entraîner de grosses pertes de temps et d'argent qui sont parmi les facteurs essentiels d'un projet d'aménagement.

La place des arbres dans les aménagements et les réactions qu'ils provoquent me paraît donc être un sujet d'étude pour un mémoire de recherche. Il serait intéressant de connaître les causes de ces réactions, certes marginales mais souvent violentes, afin de

pouvoir anticiper les conflits. Ainsi, **l'objectif de cette étude est d'aider les aménageurs à comprendre les réactions des citoyens afin de mieux gérer ces situations complexes dans un second temps.**

Cette recherche propose donc, à partir de l'étude de trois cas concrets, une analyse des facteurs à l'origine de ces réactions, tant du côté des citoyens qui réagissent, que des aménageurs qui conçoivent, réalisent et prévoient la gestion à long terme de l'aménagement. Concernant les citoyens, l'analyse de leur réaction passera par une étude de la relation entre l'arbre et la nature en ville. La problématique de l'étude est donc celle-ci : **comment expliquer la réaction des citoyens autour de la coupe des arbres, dans le cadre de nouveaux aménagements ?**

L'hypothèse de recherche est la suivante : **c'est l'attachement de l'homme à l'arbre qui est à l'origine du conflit.**

I- DES CONFLITS AUTOUR DE LA COUPE D'ARBRES

1) Définition des termes

a- Le projet d'aménagement

Il peut se diviser en trois étapes : la conception, la réalisation et le suivi du projet, qui consiste à gérer à long terme l'évolution de l'aménagement. Dans le cas présent, l'aménagement en question s'accompagne d'une coupe d'arbres. Il s'agit d'un aménagement en milieu urbain.

b- Le conflit

Il peut avoir lieu à chacune des trois étapes énoncées plus haut. Le conflit met en opposition deux intérêts et dans le cas de cette étude, il tourne autour de la question de l'arbre.

Cela correspond à la définition d'un conflit d'aménagement, qui selon Dziedzicki, résulte de l'opposition de populations locales en réaction à une opération d'aménagement. L'expression affirmée de ce désaccord témoigne de l'insuffisance de la légitimité démocratique des décideurs politiques et institutionnels à justifier certaines décisions qui s'appliquent à un territoire.

A. Lecourt donne une autre définition du conflit d'aménagement : c'est, selon lui, un processus de mobilisation d'un groupe social craignant d'être affecté par un projet d'aménagement. Mais il n'a pas lieu suite aux nuisances suscitées par un équipement en fonctionnement.

Un projet d'aménagement engendrant une coupe d'arbre peut donc être à l'origine d'un conflit d'aménagement dans la mesure où, comme cela sera démontré plus tard, la population se sent directement touchée par cette disparition d'arbres.

c- L'arbre

Le sujet de l'étude étant notamment l'arbre, il est important de préciser quel type d'arbre est concerné : il s'agit d'arbres localisés dans le domaine public et dans l'unité urbaine, donc dans les zones formées par une ville et ses communes alentour, dont la population est supérieure à 2000 habitants et où une distance de 200 m maximum sépare les habitations¹. Les arbres concernés par cette étude sont ceux qui font l'objet d'une coupe. Ils peuvent être en alignement, regroupés sur une place ou localisés dans des parcs et jardins.

Même si le développement urbain a fait de l'arbre un élément essentiel à la structure architecturale et au paysage urbain de la ville, il ne s'agit pas pour autant de le considérer comme du mobilier urbain classique : l'arbre est vivant, souffre de

¹ Source : définition de l'INSEE

maladies, liées notamment au stress et il vieillit. Personne n'a le pouvoir d'éviter sa fin inéluctable.

d- La coupe

La coupe consiste en l'abattage intégral de l'arbre et se fait dans le cadre d'une opération d'aménagement. Elle peut avoir lieu avant ou pendant l'aménagement. Elle se fait en plusieurs étapes :

- la décision, qui est prise par les élus et les techniciens, en concertation avec la population lors de réunions publiques ou au sein d'un comité de pilotage quand la coupe se fait dans le cadre d'un réaménagement (d'après C. Chasseguet, responsable des espaces verts de la ville de Tours)
- la programmation : la coupe doit s'inscrire dans le calendrier municipal et se dérouler en fonction des travaux d'aménagement
- l'exécution.

Elle concerne le groupement entier ou une partie des arbres. Cette coupe peut être accompagnée d'une replantation d'arbres par la suite.

e- Le public cible

Le public étudié est celui qui réagit, de près ou de loin à cette coupe d'arbres. Ce sont les riverains, ceux qui habitent à proximité du lieu, les usagers du site concerné par la coupe ou encore les associations de protection de l'environnement. C'est une population urbaine. Ce public ne comprend pas les élus de la collectivité car la dimension politique de leur statut influence leurs réactions.

2) Méthodologie

a- Le choix des conflits

Ces trois sites ont été choisis car ils furent le lieu de célèbres conflits, en lien avec la coupe d'arbres : de ce fait, la littérature traitant du sujet était assez abondante. L'ampleur de l'impact qu'ils ont eu sur la population locale témoignait de la complexité et la gravité du conflit. Ces événements avaient moins de quatre ans ce qui permettait, de surcroît, d'obtenir facilement des témoignages.

Ces trois conflits interviennent à différents moments de l'aménagement : l'un lors de sa conception (Parc Paul Mistral, Grenoble), un autre lors de sa réalisation (Place Rabelais, Tours) et enfin le dernier, lors de l'entretien d'un alignement d'arbres (Boulevard Arago, Paris), datant de la fin du XIXe et considéré en soi comme un aménagement car il a et il participe encore à la structuration de la ville.

b- Les entretiens

Pour bien comprendre le mécanisme des conflits autour de la coupe d'arbres, on ne peut se contenter d'observations sur le terrain. Il faut aussi rencontrer les acteurs de ces conflits. Il s'agit donc d'interroger les riverains qui se sont opposés au projet de coupe d'arbres, les responsables des services des parcs et jardins des trois villes concernées, mais aussi les agents techniques et les élus. Ces entretiens se font directement avec l'interlocuteur ou par téléphone.

Le tableau ci-après présente les différents entretiens :

Lieu du conflit	Organisme	Nom et fonction	Date	Type d'entretien
Grenoble	Mairie de grenoble	J. C. Charrière Technicien Conduite d'opérations	10/04/05	Téléphonique
Tours	Association Aquavit (Association pour la QUALité de Vie à Tours)	Mme Goléo Secrétaire	05/03/05	Téléphonique
	Mairie de Tours	Christine Chasseguet Responsable des espaces verts	25/02/05	En direct
	Mairie de Tours	Charly Loyer Technicien des espaces verts	02/04/05	En direct
	Mairie de Tours	Sylvie Roux Elue chargée de l'urbanisme et des espaces verts	25/04/05	En direct
	Comité Grangousier	Xavier Selva Fondateur/ habitant du quartier	10/04/05	Téléphonique
	Café Rabelais	Patron du bar/ habitant du quartier	02/04/05	En direct
	Ecole Maternelle Rabelais	Directrice	23/03/05	Téléphonique
	Coiffeur	Mr. Casacou/ habitant	02/04/05	En direct
Paris	Comité de défense des arbres du Bd Arago et de Paris	Serge Bloch Membre du comité/ habitant du quartier/ occupant d'un marronnier	08/04/05	Téléphonique
	Mairie de Paris	Mme Rosset Technicienne des espaces verts	13/04/05	Téléphonique

c- Etude bibliographique

Les données recueillies d'après les entretiens ont été complétées par des informations tirées de différents médias : les journaux locaux et les sites internet d'information et de discussion. Même si la partialité de certains articles de journaux était douteuse, ils permettaient cependant d'obtenir une vision plus globale du conflit en cause, présentant les intérêts des divers « camps ».

3) Etude de trois cas de conflit autour de la coupe d'arbres

L'analyse de trois cas de coupes d'arbres a pour but de montrer plusieurs types de conflits, ayant lieu à différents moments d'un aménagement, mais tous néfastes pour les aménageurs ou les citoyens. Les différentes étapes ainsi que les dynamiques propres à ces conflits seront présentées afin de bien comprendre quels ont été les mécanismes à l'origine de ces situations. Ainsi, à partir de cette analyse on pourra identifier dans un second temps les facteurs responsables de ces conflits.

Conflit ayant lieu lors de la conception de l'aménagement : le cas de Grenoble

Contexte de la coupe :

La ville de Grenoble a signé avec les entreprises de travaux publics et les gestionnaires des espaces verts de la ville, une Charte de l'Arbre, protocole pour la plantation des arbres et leur protection sur les chantiers.

C'est une ville dense qui dispose de peu d'espaces verts et de lieux disponibles pour de nouvelles constructions.

Nombre d'arbres coupés : 292 arbres

Lieu de la coupe : le Parc Paul Mistral

Date de la coupe : 12 Février 2004 (début de la coupe)

Raison de la coupe :

La construction d'un stade pouvant contenir 20000 personnes, commanditée par la METRO (Communauté de Communes et la ville de Grenoble) qui avait la maîtrise d'ouvrage et la mairie PS de la ville de Grenoble.

La coupe et le conflit ont donc lieu en amont de la réalisation du stade, pendant sa conception.

Déroulement des opérations :

En Novembre 2000, l'idée d'un stade est votée à la METRO après avis des 23 communes, pour un budget de 23 à 30 millions d'euros, sans précision pour son implantation.

Le 1^{er} Juin 2001, la METRO approuve la construction du grand stade dans le parc Paul Mistral pour un budget de 35 à 36 M d'euros.

Une enquête publique a lieu, réalisée par un commissaire enquêteur.

Trois mois avant la coupe (le 3 Novembre 2003), les arbres du parc sont occupés par trois personnes.

Les permis de construire sont délivrés le 9 et 15 décembre 2003, pour un budget de 57 M d'euros pour le stade et de 15 M d'euros pour un parking de 600 places.

Une **manifestation** rassemblant entre 2000 et 4000 personnes a lieu le 24 Janvier 2004 pour la sauvegarde des arbres du parc.

Le maire de Grenoble, Monsieur Michel Destot, ne se déplace pas sur le site.

Des **recours en justice** sont déposés contre le permis de construire du stade mais sans résultats.

Début Avril 2004, des **barricades** sont installées par les forces de l'ordre autour du site.



Photo n°1 : l'un des arbres occupés du parc Paul Mistral

Le 12 Février, les membres du mouvement éco-citoyen sont expulsés des arbres par les gendarmes et les arbres sont abattus. Un Orme bicentenaire est cependant conservé, mais il semble n'être qu'en sursis, sa position par rapport au projet de stade ne permettant pas sa survie.

L'expulsion est assez violente, les CRS sont aussi intervenus et plusieurs personnes sont **interpellées**.

En aval de la coupe, une décision de justice a suspendu le permis de construire du stade (le 31 mars 2004) qui impose une délibération du conseil de la communauté de communes « la Métro » afin que les représentants des communes se prononcent sur l'intérêt général du projet de stade (d'après un courrier de l'association SOS Parc Paul Mistral). La délibération a pris la forme d'un vote.

Cette décision montre que les arbres ont été coupés avant même que la justice n'ait eu le temps de faire un examen préliminaire d'urgence sur la légalité du permis de construire du stade. Le permis a été invalidé par manque de délibération démocratique suite à l'enquête publique.

Le 11 Août 2004, l'affaire passe devant le tribunal administratif pour un autre recours contre les nouveaux permis de construire de stade et du parking.

Lors des élections cantonales de Mars 2004, Jean Paul Giraud, élu PS très implanté, favorable au projet du stade et qui a participé activement à la promotion du projet, est éliminé au second tour face à Olivier Bertrand, élu Vert, opposé au stade, qui remporte 55,4 % des voix. Les opposants au stade interprètent ce vote comme une sanction.

La concertation :

Des réunions publiques ont eu lieu avant l'abattage des arbres. Elles ont débuté deux ans avant. La communication a été forte d'après un technicien des espaces verts, elle s'est faite dans la presse locale notamment, et présentait le projet du stade. Cette communication s'est faite autour de l'idée d'une ambition pour Grenoble.

Plusieurs réunions ont eu lieu avec les associations qui s'opposaient à la coupe. Cependant, la date de la coupe n'a jamais été communiquée.

Plusieurs modifications du projet initial ont vu le jour, d'après l'association SOS Mistral, comme la préservation des arbres d'un échangeur autoroutier pour réaliser une extension au parc, l'implantation du parking sous le stade, la diminution de la hauteur du stade, passant de 30 à 21 m, une infrastructure du stade en verre, béton, acier et bois plutôt qu'en béton.

Les contestations :

- Par les Ecocitoyens qui ont **occupé** les arbres pendant trois mois. Le 10 Février, lors de « l'assaut » par les forces de l'ordre, ils étaient 57 dans les arbres. Ils avaient une action d'information et de rencontre auprès des habitants, mettant à disposition un affichage permanent et un kiosque

d'information, leur but étant de lutter contre « la propagande de la mairie ». D'après les membres de l'association SOS Parc Paul Mistral, les Ecocitoyens n'étaient pas récupérables politiquement.

- Par l'**association SOS Parc Paul Mistral**, qui défendaient notamment l'Orme, fondée en Juin 2001. Elle a pour but de défendre le parc Paul mistral et les autres espaces verts de Grenoble. En Mars 2004, l'association comptait, selon elle, 1050 adhérents, dont un tiers seulement de riverains du parc, et était soutenue par une **pétition** de 18000 personnes. D'après ses adhérents, l'association n'est pas orientée politiquement.

Elle conteste les faits suivants : pas de consultation de la population avant le vote des élus en Mai 2001, problème de légitimité de la Métro et de son assemblée car ses membres ne sont pas élus au suffrage universel alors qu'ils possèdent un important pouvoir de décision.

- Par l'**ADES** (Association Démocratique Ecologie Solidarité)
- Différents mouvements contestataires.

La défense de ces arbres constitue pour ces opposants un moyen de lutter contre la « politique d'urbanisation massive », de se « réapproprier la vie politique de la ville et de préserver les rares lieux qui ne sont pas dédiés uniquement à la publicité, à la consommation, aux voitures et au travail ». Défendre les arbres c'est aussi selon eux, un moyen de revendiquer que le sport reste un loisir et non un centre d'intérêts financiers.

*Photo n°2 :
Regroupement de
militants autour
des arbres au
moment des abattages*



Situation actuelle :

Toujours des contestations autour du cas de l'Orme, par le mouvement des Ecocitoyens. La communication autour des abattages d'arbres est devenue aujourd'hui systématique.

Conséquences négatives au conflit :

C'est un conflit qui a fait beaucoup de bruit. Il a terni l'image de la municipalité et de la communauté d'agglomération. Les citoyens n'ont pas vu leur cause remportée, ils ont le sentiment de ne pas avoir été écoutés. Selon eux, les décisions sont prises par une minorité qui veut imposer ses volontés.

Les manifestations ont provoqué un retard de quelques mois. Ce retard a lui-même été à l'origine d'une forte augmentation des coûts des travaux, liée à la montée du cours de l'acier.

Conflit ayant lieu lors de la réalisation de l'aménagement : la cas de la place Rabelais à Tours

Date de la coupe : Jeudi 4 Juillet 2002

Nombre d'arbres coupés : 34 arbres (tilleuls et catalpas), ce n'est pas un espace boisé classé.

Raison de la coupe :

- D'après Charly Loyer, technicien des espaces verts : les alignements étaient vieillissants, fragilisés par la taille pour les tilleuls. De plus, il manque certains arbres qui se sont déracinés lors de la tempête de 1999 (un tilleul et deux catalpas).
D'après lui, s'agissant de l'abattage, quand il y a un gros pourcentage d'arbres malades, il est plus pertinent de changer l'alignement dans son intégralité pour une meilleure gestion (croissance homogène) ainsi que pour des raisons esthétiques.
- D'après la directrice de l'école primaire : les arbres étaient vieux, malades et il y avait des problèmes de parking.
- D'après Sylvie Roux, élue chargée des espaces verts, interrogée dans la Nouvelle République (NR) du 11 Juillet 2002, il y avait plusieurs raisons au réaménagement de la place, telles que le maintien du marché, la sécurité des piétons et des écoliers, la maladie des arbres et le maintien du stationnement autorisé.
- D'après la NR du 9 Juin 2002, les travaux ont suivi quatre directions : la sécurisation des trajets piétons, notamment ceux des 600 élèves, qui passe par l'agrandissement des trottoirs et l'installation d'îlots de protection pour la traversée de la rue Giraudeau, le maintien du stationnement et du marché qui doit être mis aux normes européennes, l'embellissement de la place et enfin la refonte complète des plantations et l'enfouissement des deux conteneurs à verre.

La coupe et le conflit ont eu lieu simultanément au réaménagement de la place. Il y a un projet de réaménagement de la place qui a accompagné la coupe des arbres.

Déroulement des opérations :

Il y a eu une réunion publique (d'après C. Loyer) et une annonce dans la presse de la coupe. Lors de ces réunions organisées par la mairie, le projet de réaménagement de la place a été présenté et des personnes ont été choisies parmi des volontaires afin de former un comité de pilotage pour l'évaluation de

l'évolution du chantier. Il se réunissait tous les deux à trois mois (d'après le patron du café de la place Rabelais).

La ville de Tours a affiché un communiqué expliquant le projet. L'affichage a eu lieu à partir du 11 Juillet, après le début de la coupe et s'est fait en huit lieux différents.

La concertation :

La première réunion du comité de pilotage, crée fin Mars 2002, s'est tenue fin avril 2002 en présence d'une trentaine de personnes, représentant les différentes parties intéressées : commerçants du marché, parents d'élèves, habitants du quartier, commerçants-riverains, en présence des élus municipaux et des responsables techniques du projet.

Les responsables municipaux ont annoncé leur volonté de dialogue et d'échange afin de tenir compte de tous les intérêts (d'après la NR du 22 Mai 2002).

D'autres réunions de concertation ont eu lieu le 24 Septembre 2002 et début Janvier 2003 pour l'aménagement de la partie est de la place.

Les contestations :

D'après la NR du 11 Juillet 2002, certains ont reproché à la municipalité un manque de concertation : d'après deux personnes faisant partie du comité de pilotage, elles n'ont pas été écoutées et l'aspect économique, celui qui les concerne, a été occulté (NR du 9 Juin 2002).

Des contestations sont aussi venues du **comité du Grandgousier**, formé quelques jours après l'abattage et qui a distribué des **tracts** sur la place, les jours de marché (d'après C. Loyer et le patron du bar de la place Rabelais). Il a été monté par Xavier Selva, avec 10 autres riverains : ils protestaient contre le fait qu'autant d'arbres aient été coupés et que d'après eux, il n'y a eu ni concertation ni communication (NR du Dimanche 7 Juillet). Au 15 Juillet, le comité comptait 40 membres et de nombreux sympathisants (d'après leur tract du 15 Juillet) et une **pétition** lancée le dimanche 7 Juillet, a recueilli 340 signatures pour éviter que les arbres de la partie est de la place ne subissent le même sort.

AUX ARBRES CITOYENS

Les travaux de réaménagement de la place Rabelais ont débuté. La nature réelle de ces travaux ne peut plus nous échapper. Sous le vocable léger "*d'embellissement*" autour duquel la municipalité a bien voulu communiquer - qui s'opposerait à un tel projet ? - se cachait en fait (et nous l'ignorions) celui plus brutal de "*table rase*".

La différence entre les deux termes est notable et équivaut pour le moment à trente arbres trenténaires abattus à la barbe des tourangeaux.

Plusieurs questions désormais brûlent les lèvres : ce réaménagement souhaité par tous, n'aurait-il pas pu se faire sans qu'une partie non négligeable du patrimoine vert de la ville ne parte en rondelles ? Cette disparition s'imposait-elle et pourquoi ? : la sécurité ? (le risque zéro n'existe pas), la maladie ? Combien d'arbres étaient réellement malades sur la totalité ? : (1/3 ?). Pouvait-on les traiter ? Quelles étaient les alternatives ? Quels arbres seront replantés, de quel âge ? etc.... Autant de questions qui appellent des réponses.

Quelques constatations s'imposent : la réaction des tourangeaux devant cet abattage sauvage prouve d'abord leur attachement au patrimoine naturel de leur ville, de leur quartier, ensuite que la concertation tant recherchée par les services municipaux a échoué : à qui la faute ? Aux citoyens qui ne se sont pas déplacés pour donner leur avis lors des réunions publiques ? A la municipalité, qui, soucieuse de communiquer autour du projet a oublié d'informer sur la nature réelle des travaux en omettant de mentionner par exemple dans ses communications "*l'abattage systématique des arbres*" ? Cette information à elle seule aurait sans nul doute forcé la mobilisation et la participation aux réunions. Loin de vouloir absolument identifier des responsables, notre démarche est plutôt celle d'un constat : celui de l'échec renouvelé de la démocratie participative.

Le comité Grandgousier né, au soir de l'abattage, d'une incompréhension partagée est libre de toute attache politique. Sa vocation s'inscrit dans la perspective salutaire d'une concertation et d'une réflexion réelle entre les différents partis, soit entre ceux qui administrent la cité et les citoyens qui la vivent, autour des choix que nous impose l'urbanisme. L'arbre dans la cité a une histoire, espérons lui un avenir qui ne rime pas avec *arbre en pot*, ou *taille en rideau*. Espérons qu'il puisse encore longtemps y déployer son ramage.

Le comité compte désormais une quarantaine de membres et de nombreux sympathisants : la pétition lancée sur le marché dimanche dernier a recueilli 250 signatures. Nos actions consisteront en recherche et diffusion de l'information, contestation réfléchie du projet jusqu'à obtention de l'abandon de l'abattage systématique des arbres de la partie Est concernée elle-aussi par ce projet. La réaction de la municipalité face à la mobilisation générale nous laisse espérer une alternative plus écologique pour la suite des travaux.

**NE BAISSONS PAS LES BRAS, IL EST ENCORE TEMPS DE SAUVER LES
ARBRES DE LA PARTIE EST. ALORS ... AUX ARBRES CITOYENS!
REJOIGNEZ-NOUS!**

COMITÉ GRANDGOUSIER, 241 rue d'ENTRAIGUES 37000 TOURS.

Tract écrit par le comité du Grandgousier et distribué le 15 Juillet place Rabelais, suite à la coupe.

Aménagements succédant la coupe :

Il y a eu une replantation en Novembre 2002 de 17 tilleuls argentés et de 38 cerisiers fleurs, âgés d'une quinzaine d'années.

Analyse de la situation :

Cet exemple illustre le cas d'une coupe qui s'est fait à la fois dans le cadre d'un réaménagement et pour des raisons sanitaires et de sécurité : en effet, d'après la municipalité, cette place nécessitait une réorganisation, d'une part, et certains arbres menaçaient la sécurité des usagers de la place du fait de leur maladie, d'autre part.

Conséquences négatives au conflit :

Malgré les efforts de la municipalité pour communiquer le projet à la population, des reproches lui ont été faits quant au manque de concertation et d'informations autour de la coupe des arbres. Le citoyen lambda n'aurait donc pas été mis au courant. Les personnes qui composaient le comité de pilotage appartenaient déjà à des réseaux d'associations (parents d'élèves, commerçants...) d'après Xavier Selva. Cela a donc provoqué un agacement chez l'élue chargé de l'urbanisme et des espaces verts, qui pensait avoir fait le nécessaire. Mais tous les moyens d'informations n'ont pas été utilisés, mettant de côté les personnes qui n'étaient pas déjà intégrées dans des structures associatives.

Cela a donc créé, temporairement, un climat de tension entre certains habitants et l'élue, relayé ensuite par les médias. Ce conflit a aussi tenté d'être récupéré par les élus de l'opposition.

Conflit ayant lieu lors du suivi d'un aménagement : la cas du Boulevard Arago à Paris

Contexte de la coupe :

Suite à la chute de deux marronniers, apparemment sains, en travers de la chaussée en Septembre 2002, et en Mars 2003, la Direction des Parcs, Jardins et Espaces Verts a entrepris une vaste campagne de sondage sur l'ensemble du patrimoine arboré du boulevard Arago (935 arbres) dans les 13^{ème} et 14^{ème} arrondissements (d'après *informations sur les arbres*, diffusé sur le site internet de la mairie du 13^{ème}). L'examen du système racinaire des deux arbres a montré que des pourritures étaient extrêmement développées sans qu'aucun signe extérieur de dépérissement soit décelable sur les deux arbres concernés.

Date de la coupe :

Début de la coupe en Janvier 2005. Le marronnier du boulevard Arago qu'occupait Serge Bloch, l'un des citoyens qui a milité contre la coupe, a été coupé le 14 Mars 2005.

Nombre d'arbres coupés : 350 arbres du boulevard ont été abattus

Raison de la coupe : pourriture racinaire diagnostiquée par des tests de résistance.

Déroulement des opérations :

Le 6 Décembre 2004 a eu lieu une réunion publique d'information qui a présenté les résultats de la campagne de sondage des arbres (à l'aide de resistographes) et les dispositions prises par les services techniques de la Direction des Parcs, Jardins et Espaces Verts pour la coupe des arbres.

L'annonce de cette réunion a été diffusée par internet.

Les contestations :

Un **comité de défense** des arbres du Boulevard Arago et de Paris lutte « pour stopper l'abus des maires qui préfèrent abattre les arbres soit disant creux plutôt que de les conserver » (d'après les témoignages recueillis sur le site www.Paris14.info) et pense que l'état des arbres abattus ne correspond pas aux critères d'abattage. D'après eux, « le principe de précaution est ici poussé à l'absurde ». La méthode utilisée pour le diagnostic ne les satisfait pas. Ils proposent une **contre-expertise** (d'après la lettre ouverte écrite au maire de Paris). Ils ont déposé **un recours** en nullité contre l'arrêté. Ils ont aussi écrit un **courrier**

au maire de Paris, afin que la mairie stoppe les coupes pour procéder à des tests scientifiques, permettant d'établir la dangerosité réelle ou non des sujets atteints de maladie.

Serge Bloch, sculpteur, habitant depuis trente ans devant l'un des marronniers au 65 Boulevard Arrago, a **occupé** pendant plusieurs jours cet arbre. Il fait parti du comité de défense. Il a réussi à reculer la date de l'abattage. Cela a provoqué la réaction de l'élus Vert de la mairie de Paris, Yves Contassot. Il dénonce le mauvais entretien que subissent les arbres d'alignement de la ville de Paris

Enfin, l'association Ecologie Sans Frontière, dont le siège est aussi dans le 14^{ème}, soutient l'action de Serge Bloch.

Ces personnes ne remettent pas en cause le fait qu'il faille couper l'arbre quand il est malade.



Photo n°3 : Serge Bloch devant l'arbre qu'il a défendu, boulevard Arago, Paris

Conséquences négatives au conflit :

La situation a été tendue entre la population, les techniciens et les élus : Monsieur Contassot a voulu porter plainte contre Serge Bloch, les conditions de travail des techniciens ont été difficiles dans ce contexte de conflit et les citoyens ont eu le sentiment d'être totalement ignorés, bafoués, méprisés (d'après la lettre ouverte adressée au maire de Paris).

Il y a aussi une remise en cause de l'expertise réalisée par le service des Espaces Verts : le test de resistographie appliqué par les services techniques, afin d'identifier les sujets dangereux, ne permet pas selon le comité d'évaluer la qualité de l'ancrage de l'arbre. Ces derniers proposent un test qui évalue la résistance mécanique d'un arbre, résistance qui est, elle, réellement au cœur du problème de la « dangerosité ».



Photo n°4 : emplacement de l'arbre qu'a défendu Serge Bloch, boulevard Arago

Tableau récapitulatif

	Parc Paul Mistral, Grenoble	Place Rabelais, Tours	Boulevard Arago, Paris XIIIème
Stade du conflit	Avant l'aménagement du stade	Pendant le réaménagement de la place	Lors de l'entretien des arbres
Raisons de la coupe	Construction d'un stade	Maladie et réaménagement de la place	Maladie
Type de réaction	Création de l'association SOS Parc Paul Mistral Occupation d'arbres Pétition Manifestations Recours en justice contre le permis de construire du stade Interpellations	Création du comité Grandgousier Pétition Distribution de tracts	Création du comité de Défense des arbres du Boulevard Arago et de Paris Occupation d'un arbre Rédaction d'un courrier à la mairie de Paris Recours en justice Plainte contre un manifestant
Origines de la réaction (d'après les opposants et les partisans)	Contre l'urbanisation massive Manque d'appropriation de la vie politique Contre le sport comme centre d'intérêts financiers Concertation quasi nulle	Coupe mal annoncée Mauvaise concertation	Coupe qui n'a rien à voir avec la réalité du danger Coupe illégale car elle n'a pas eu l'autorisation de l'Architecte des Bâtiments de France
Conséquences négatives au conflit	Retard de plusieurs semaines pour la coupe des arbres Grosse augmentation du coût des travaux due à une augmentation du cours de l'acier Sanction électorale lors des élections cantonales de Mars 2004 : le partisan PS du stade a été éliminé au second tour au profit d'un élu Verts	Choc émotionnel vécu par les habitants au lendemain de la coupe Agacement municipal et notamment celui de Sylvie Roux, élue chargée des espaces verts qui a eu l'impression de mettre en place une réelle concertation	Retard de quelques jours pour la coupe du marronnier occupé par Serge Bloch Mauvaise image de M. Contassot, l'élus vert chargé des espaces verts Agression verbale subie par les agents et techniciens des espaces verts Plainte au pénal pour mise en danger de la vie d'autrui par la mairie de Paris contre les opposants

4) Analyse des conflits

Les études de cas montrent que :

- Le conflit a lieu indépendamment de l'état d'avancement du projet d'aménagement.
- Le conflit peut avoir des conséquences néfastes pour les aménageurs et c'est pour cela qu'il faut en connaître la cause afin de mieux les gérer.
- La passion qui anime ces débats montre que les réactions sont empreintes de subjectivité « un chantier qui a soulevé des passions » « des réactions d'indignation qui font suite à l'abattage » (au sujet de la place Rabelais, N.R. 9 Août 2002). La perception par les citoyens de leur environnement proche est soumise à une part affective énorme, qui peut parfois biaiser leur jugement. « L'arbre est devenu un élément hautement symbolique, sur lequel s'est cristallisé le souci de l'environnement. » (Vie Publique, Février 1995). « Tous les services parcs et jardins le disent : couper un arbre, fût-il malade ou mort, provoque émotion et oppositions. » « Tout se passe, dans la France urbaine d'aujourd'hui comme si on ne pouvait plus couper un arbre – fût-il malade ou mort- sans soulever un concert de protestations. » (SAINT-MARTIN E., 2000).
Ainsi, les raisons que les citoyens avancent pour expliquer de telles réactions ne reflètent pas toujours leurs sentiments profonds, n'ayant pas le recul suffisant pour pouvoir interpréter leurs réactions. C'est **contre la disparition d'une certaine idée de la nature** qu'ils luttent finalement.
- Ces blocages témoignent d'un renforcement de la structuration, et par conséquent, de la capacité d'action des mouvements d'opposant qui a modifié substantiellement les règles du jeu. Ce renforcement résulte notamment d'un processus d'apprentissage et d'un développement de leur expertise (Barbier, 1996). Il procède également d'un accroissement de leurs droits en matière d'accès à l'information et surtout de recours auprès des tribunaux.

II- L'ARBRE, L'UN DES SYMBOLES DE LA NATURE EN VILLE

1) Quelle nature ?

La nature vierge, jamais touchée par l'homme n'existe plus. L'histoire montre l'influence que les hommes ont depuis longtemps sur la nature. La nature est gérée, aménagée. Il y a environ 8000 ans, la végétation méditerranéenne était déjà considérablement modifiée par l'homme. Voici quelques 4000 ans, une déforestation massive a eu lieu en Chine. Il y a cinq siècles, de vastes étendues de forêt tempérée européenne étaient déjà converties en terres agricoles. Au siècle dernier, les écosystèmes forestiers d'Amérique du Nord ont été grandement modifiés par l'activité humaine. Ces dernières années, des transformations considérables ont affecté les forêts tropicales, les écosystèmes qui y sont liés et les gens qui y vivent. Ces transformations se poursuivent à un rythme accéléré.

Selon P. Donadieu, le débat sur la nature oscille entre deux visions :

- L'une produite à l'image du désir des hommes, soucieux de lui trouver des utilités écologiques, économiques ou artistiques. C'est une nature qui est socialisée, domestiquée. Ses formes varient en fonction des réponses aux enjeux territoriaux et sociaux, par exemple une réserve naturelle, une plaine agro-industrielle.
- L'autre est perçue comme une notion inquiétante, peu ou non appropriable, sinon par les hommes qui, pourchassés, y ont trouvé refuge. Cette nature est donc désocialisée, sauvage (forêt, désert, volcan, marécage ou océan). Mais elle se prête aussi aux projets humains, à la chasse, à la pêche. Cependant, avec l'augmentation de la pression sociale, et en l'absence de régulation collective, elle perd ses qualités et s'épuise.

La ville elle-même est une construction humaine, et donc par essence anti-naturelle. Mais elle ne peut exister sans la nature, sans l'air, sans l'eau, sans son substrat physique et fondamentalement naturel. L'homme a toujours fait jouer à la nature un rôle de représentation.

On peut donc affirmer que notre nature est dorénavant urbanisée, c'est-à-dire qu'elle n'existe plus indépendamment des transformations urbaines (T. Paquot, 2000).

Pour beaucoup de nos concitoyens, la nature c'est la campagne, et la nature en ville se cantonne aux animaux et aux végétaux.

Il faut aussi être conscient que cette représentation de la nature correspond à une vision européenne voire plus spécifiquement française et qu'elle peut être toute autre dans une autre société : il y a autant de natures que de cultures et donc autant de natures que de villes (Berque, 1997).

Cependant, la nature en ville n'est pas toujours très visible aux yeux des usagers, ainsi, c'est lorsqu'on masque le ciel, abat les arbres ou supprime les fontaines qu'ils prennent conscience d'une perte.

Nous nous attacherons dans cette étude, à la vision française qu'on les citadins de la nature. Sans faire de grandes généralités, mais d'après la littérature et les témoignages recueillis, les citadins français semblent plutôt voir la nature à travers le monde végétal et animal et lui associe les notions de vie, de force, de persistance et de cycle. Elle est présente au sein des espaces verts des villes mais symbolise avant tout le monde rural. Ce n'est donc pas l'image d'une nature sauvage, vierge de l'intervention de l'homme qu'ils perçoivent mais plutôt une nature artificialisée, dont le devenir dépend de la volonté des hommes.

2) Des preuves à l'appui

a- Les témoignages des citadins

Au travers des témoignages recueillis lors de l'étude des trois conflits, un thème commun est ressorti : celui de l'arbre comme représentation de la nature en ville. La nature est alors réduite au seul règne végétal.

GRENOBLE

« Nos opinions convergent pour la défense du parc et des autres poumons de verdure nécessaires à cette ville. » in www.sosparcpaulmistrat.fr.st

RABELAIS

« La réaction des tourangeaux devant cet abattage sauvage prouve d'abord leur attachement au patrimoine naturel de leur ville, de leur quartier » extrait tiré du tract distribué par le Comité du Grandgousier *Le Comité Grandgousier communique*, le 15 Juillet 2002.

PARIS

« Ce principe de précaution poussé à l'absurde aura pour conséquence à court terme de supprimer tous les grands arbres de Paris en défigurant de manière irréversible notre environnement, ce patrimoine naturel et esthétique qui appartient aux citoyens. » dans la lettre ouverte adressée au Maire de Paris, le 27 Février 2005

« Serge Bloch veut empêcher à tout prix la destruction de « monuments naturels du paysage urbain » ». article du 8 Mars 2005 in www.liberation.fr/page.php

« Les arbres sont pourtant constitutifs de notre cadre de vie, de notre environnement. Ils appartiennent au patrimoine naturel commun. Ils sont des repères qui accompagnent notre vie au rythme lent des saisons. Matière vivante, ils abritent oiseaux de nos régions ou de passage. Ils sont les témoins des générations qui passent elles aussi. » article du 20 Mars 2005 in www.mesblogs.com

b- Une enquête

Une enquête a été menée dans le cadre d'une étude sur la perception de l'arbre chez les habitants de la ville d'Orléans (Dijoux G., 1986) afin de mieux cerner leurs demandes et leurs attentes en matière de forme arborée, que G. Dijoux tentait d'améliorer.

Plusieurs questions leur étaient posées ; la troisième les interrogeait sur ce que leur évoquait l'arbre en premier lieu. La question était ouverte (elle n'imposait pas de choix de réponses). 80 personnes ont été interrogées : elles pouvaient donner plusieurs réponses.

Ainsi, le terme qui a été le plus cité a été la nature, que ce soit en premier, second ou troisième critère, avec 10 réponses sur 36 destinées à la nature pour le premier critère.

Cette enquête montre l'importance de l'arbre en tant que symbole de nature : spontanément, les citoyens voient à travers lui le monde végétal, si peu présent en ville.

	1 critère	2 critères	3 critères	Total des citations Z	
Nature	10	13	1	24	19%
Campagne	6	12	1	19	15%
Vie	5	12	-	17	13%
Verdure	4	8	-	12	9,5%
Oxygène	1	8	1	10	8%
Forêt	1	6	2	9	7%
Pérennité	3	3	2	8	
Calme	2	3	2	7	
Force	1	3	-	4	
Fraicheur	-	4	-	4	
Verticalité	2	2	-	4	
Allusion à un mythe	1	2	-	3	
Beauté	-	2	1	3	
Liberté	-	2	-	2	
TOTAUX	36	80	10	126	

Tableau des résultats de l'enquête

Cette symbolique de l'arbre autour du thème de la nature a plusieurs origines qui vont maintenant être exposées.

3) Pourquoi l'arbre est-il nature ?

a- L'arbre, image de la persistance et de la force de la nature

Trait d'union entre le ciel et la terre nourricière, image de la verticalité, l'arbre a joué un rôle remarquable dans l'imaginaire des hommes : arbre dieu, arbre de la connaissance, arbre de vie, arbre de la liberté d'autrefois, il est encore, aujourd'hui, le symbole de la force, de la pérennité de la nature.

D'après le rapport du Ministère de l'Équipement, des transports et du Logement, et du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, qui traite de la ville et de l'écologie, l'arbre serait très fréquemment cité par les acteurs de la ville pour ses vertus apaisantes et feraient de l'arbre domestiqué un symbole de la nature. En effet, il bénéficie du transfert de qualités attachées à cette nature, de préjugés très favorables pour des fonctions écologiques, adoucit la ville et sert de repère aux espaces.

Cette citation ne fait que renforcer ce sentiment :

« Aimer les arbres, symboles de l'immuable, de la permanence (...). » (E. Saint-Martin, 2000).

L'arbre est donc force et persistance, à l'image de la nature, et ce pour plusieurs raisons :

- Sa durée de vie est bien supérieure à celle de l'homme. A titre d'exemple, le chêne peut vivre plusieurs siècles. L'arbre survit aux hommes qui le considèrent alors comme immuable. « L'arbre semble fixe car il vit dans un temps différent du nôtre. » (S. Bruneau, M.-A. Roudil, 2002). L'arbre le plus âgé, le patriarche de tous les arbres du monde, est un pin de 5000 ans, « *pinus aristata* », à moitié mort et à moitié immortel, perdu près de la Vallée de la Mort, dans les White Mountains de Californie. Il s'appelle Mathusalem ! Comme symbole de cette longévité, il y a aussi ce Chêne ou ce Sycomore intouché, soigneusement contourné par la circulation, d'un quartier bourgeois de Kaiserslautern (RFA) ou d'un axe secondaire de Welwyn Garden City (Grande-Bretagne). Rien n'empêche d'imaginer qu'il préexistât à toute installation urbaine.
- Son immobilité renforce ce sentiment de persistance : la ville évolue, se transforme autour de lui, mais l'arbre reste en place.
- Sa taille, parfois démesurée, tant en hauteur qu'en surface d'échange : le séquoia peut atteindre une centaine de mètre et si l'on additionne toutes les surfaces d'un grand arbre, le tronc, les branches, les rameaux, les feuilles recto verso et les racines, on obtient le chiffre moyen de 130 hectares. Il peut alors dépasser les immeubles, symbolisant la supériorité

de la nature face à l'homme, alors que les contraintes en ville sont pourtant importantes (peu d'arrosage, sol tassé...).

Autre exemple de sa force : le Gingko Biloba n'a-t-il pas été la seule espèce végétale survivante suite à la déflagration du 6 Août 1945 à Hiroshima ?

L'arbre se définit donc notamment par sa force et sa permanence, qui sont deux caractères propres à ce que représente la nature pour les citoyens.

b- L'arbre, image du vivant, en opposition au minéral, très présent en ville

En ville, les arbres opposent à la rigidité minérale et métallique des bâtiments une forme souple et vivante, changeante aux grés des saisons. Ils interviennent comme un élément marquant de la construction architecturale et urbanistique.

L'équilibre des masses végétales et minérales, apporte autant de force que de subtilité dans les partis d'aménagement urbain. Les arbres interviennent, tantôt en harmonie, en contribuant à l'affirmation du caractère retenu, tantôt en contrepoint, en créant, à l'échelle familière, leur propre paysage.

Ils sont une architecture végétale vivante qui joue un rôle particulier dans l'espace urbain. Ils grandissent, transformant ainsi au rythme des années les dimensions de l'espace public. Le rythme des saisons qui les fait cycliquement changer d'aspect modifie l'impact des arbres : en hivers le bâti, caché en été par les feuilles, réapparaît et le soleil peut pénétrer davantage dans les bâtiments et éclairer le sol.

M. Rumelhart, l'un des auteurs du numéro spécial de la Revue Française Horticole, consacré à l'arbre en ville, confirme cette idée comme le montre cette citation :

« Témoignant de manière privilégiée, parce qu'au plus haut degré pérenne, que la vie est durablement possible en ville, l'arbre est le complice rassurant du citoyen solitaire. »

Selon le type et la forme du bâti, on trouve l'arbre, image du vivant, sous différentes formes :

- Certaines formes d'urbanisme, très minéral, peuvent comporter seulement quelques arbres qui s'épanouissent naturellement. Il en était ainsi au Moyen-Age, dans quelques places ou rues. La monumentalité des arbres compense alors leur rareté. Mais pour qu'ils atteignent cette forte présence, tranchant avec le minéral, ils doivent disposer d'un espace suffisamment vaste leur permettant de croître sans contrainte. Ils pourront ainsi étendre leur ramure, répandant autour d'eux un sentiment de nature et de vie dans un contexte très urbain. C'est par exemple le cas de ce grand cèdre du Liban du Musée des Beaux Arts de Tours, arbre isolé, situé au milieu de la cour centrale, qui effleure les bâtiments de ses

rameaux et qui contraste avec l'environnement très minéral du musée et de ses dépendances.

- Dans les villes nouvelles construites ces vingt dernières années, on est frappé par la prépondérance des trames végétales, composées d'alignement, qui viennent se confronter au minéral des grands ensembles. Ce sont elles qui donnent l'ambiance, la physionomie, l'image de ces villes et qui constituent l'élément essentiel de leur agrément. En effet, ce sont les arbres qui créent l'unité - centrée autour du végétal - entre les divers quartiers qui, sans eux, se révéleraient disparates.
- Le modèle forestier, par ailleurs, a largement influencé la forme des villes. Ainsi les traces rayonnantes des rues, qui entraînent la disposition des immeubles, sont une transposition du maillage forestier conçu au départ pour les chasses. Une partie de la trame urbaine de Paris est faite sur ce modèle et de manière encore plus évidente celle de Versailles. (J. Cabanel, 1989)
- Sur les grandes places du sud de la France, où le soleil tape très fort en été, les platanes y ont quasi-systématiquement pris place afin de procurer un peu d'ombre et de fraîcheur à la population et d'apporter de la verdure dans un climat peu propice à la végétation en été. Ils font alors office de parasol : leur taille est très rigoureuse afin qu'ils aient une forme plane et que le soleil ne pénètre pas. D'où le nom de ce type de taille : taille à plat ou en parasol.

Ces exemples mettent en évidence le fait que l'arbre est utilisé par les urbanistes pour suggérer le monde végétal, et donc la nature, afin de trancher avec le minéral des constructions urbaines. Il est aussi perçu comme tel par les citoyens.

c- L'arbre, image du temps qui passe, des cycles : c'est un repère de temps dans une société où tout s'accélère

La succession des stades phénologiques de l'arbre (fleuraison, feuillage d'automne, débourrement...) réintroduit dans la ville la notion de cycle et de rythme de la nature dont s'est éloigné le citoyen depuis le passage d'une civilisation rurale à une civilisation urbaine. La formule de l'alignement porte à son meilleur niveau cet effet « phénologique », mieux valorisé que dans le cas de formes plus épaisses, comme les mails, promenades publiques plantées d'arbres, où la densité des plantations est telle que le phénomène en cause est beaucoup moins visible.

Référence d'espace et de temps, l'arbre survit dans nos esprits. Symbole soigneusement entretenu par des articles de vulgarisation : « Dans nos cités de pierre et de béton, l'arbre est le dernier lien entre la nature et l'homme. » (G. Dijoux, 1986)

Aux yeux de l'homme qui en perçoit la croissance et les cycles, l'arbre est manifestement lié à l'écoulement du temps. Régulièrement, les saisons se succèdent et

c'est à point nommé que les arbres fleurissent puis fructifient. Le symbolisme rituel de l'arbre dans ses rapport avec le temps suggère une *structure d'arbre du temps lui-même*, d'après C. Hirsch, en relation avec les différents niveaux de conscience de l'homme.

Sa longévité donne à l'individu l'échelle d'une continuité temporelle et historique par rapport à laquelle il se situe. Par exemple, dans certaines familles, on a coutume de planter un arbre à la naissance de chaque enfant. Dans la plupart des cas, l'arbre vit de nombreuses années et sa pérennité lui fait atteindre une sorte d'éternité.

Imperturbable, l'arbre répète donc ce lent balai, de la naissance à la mort, à l'image de la nature, qui malgré toutes les modifications de son environnement, persiste, tant bien que mal, à vivre son cycle immuable.

d- Image des paysages ruraux et héritage d'une culture paysanne

« L'engouement pour la verdure, qui revient vers les années 70, annonce la reprise des créations d'espaces verts. (...) L'environnement urbain ne doit pas être uniquement minéral, il doit comporter des traits propres aux paysages ruraux. En ce sens, les arbres comptent biologiquement et socialement. »

J. Robineau montre ici que l'arbre, très présent dans le monde rural, est en cela un élément de la nature aux yeux des citadins. Il est l'héritage d'une société, et d'une culture paysanne en train de disparaître, délaissé, ignoré, abattu pendant plusieurs décennies. C'est notamment pour cette raison qu'il va être l'objet d'un regain d'intérêt social et politique à l'époque où la campagne revient à la mode. Les actions collectives et privées et les politiques publiques engagées depuis quelques années en témoignent.

Les urbains projettent ainsi sur la campagne les reflets dorés d'une rêverie bucolique et idéalisent les paysans et les ruraux en les enfermant dans le mythe d'une frugalité heureuse, en harmonie avec les éléments. Cette idée révèle la réticence au monde urbain et l'attachement à l'arbre au sein des villes en est sans doute la preuve.

e- La plurifonctionnalité de l'arbre en ville : une caractéristique héritée de l'arbre « rural »

La tendance évolutive actuelle traduit un projet social et politique de reconquête de la plurifonctionnalité de l'arbre. En effet, les citadins lui prête de nombreuses fonctions comme les agriculteurs et ruraux l'ont fait précédemment. L'arbre avait pour fonction de fournir du bois de chauffage, des denrées alimentaires, faisait office de clôture pour les exploitations agricoles et coupait du vent les bâtiments trop exposés.

Aujourd'hui, en lui confiant plusieurs fonctions, l'habitant des villes exprime d'une certaine façon son attachement au système agraire et traditionaliste du monde rural, symbole par excellence de la nature, aux yeux des urbains.

L'arbre en ville remplit ainsi plusieurs fonctions :

- la fonction esthétique : l'arbre embelli les maisons et les quartiers, améliorant ainsi l'image que les individus et les collectivités se font d'eux-mêmes.
- la fonction psychologique : d'après des études physiologiques et les témoignages de citoyens, le contact avec les arbres a un effet bienfaisant. Il permet de restaurer l'équilibre dans la relation qu'une personne entretient avec l'environnement naturel et notamment grâce à l'alternance du feuillage des arbres, due aux saisons, qui rythme sa vie (R. Sommer, 2003).
- la fonction sociale : la présence des arbres peut renforcer les relations interpersonnelles dans les quartiers. La plantation organisée et les programmes d'entretien mis en place par et pour la population renforcent cet effet (R. Sommer, 2003).
- la fonction pratique : l'arbre produit de l'ombre et des repères.
- la fonction environnementale : la frondaison des arbres affecte la qualité de l'air, la température, la vitesse du vent, le bruit, le débit des cours d'eau, les précipitations et d'autres processus naturels qui peuvent influencer la santé et le bien-être des hommes, notamment en ville.
- la fonction patrimoniale : il donne du caractère à un lieu.
- la fonction économique : il ajoute une valeur financière aux maisons et quartiers.

f- L'arbre comme élément constitutif des espaces verts, poumons de la ville et eux-mêmes représentation de la nature

D'après J. Robineau, l'espace vert se définit comme « espace de surface variable, *boisé ou planté*, assurant un rôle biologique et destiné au repos, loisirs, activités culturelles et sportives ». Qu'il soit arbrisseau, arbuste ou arbre de première grandeur (plus de vingt mètres de hauteur), l'arbre en est l'élément indispensable.

Au sein de l'espace vert, l'arbre est introduit dans une composition jardinée, par des effets de masse, de cadrage, de repère, de perspective qui intègrent dans le paysage public les effets de la végétation des propriétés privées.

Les espaces verts répondent à un besoin psychique très profond, en quelque sorte à la fixation symbolique de la réaction de liberté ou d'agressivité que la concentration de masses humaines dans un espace totalement artificiel ne peut plus satisfaire. Ainsi, l'immobilité apparente de l'arbre rassure. Elle dit la stabilité des repères sociaux.

De plus, les arbres créent dans ces lieux des espaces de bien-être, transparents et couverts à la fois, particulièrement appréciés en périodes de chaleur. Les frondaisons accompagnent également des moments de promenade et de flânerie. L'arbre, au sein des espaces verts, est le cadre privilégié des moments de jeu et de détente.

Ainsi, ce deuxième chapitre a permis de montrer que l'arbre était l'un des éléments qui représentait la nature en ville. Or en quoi cette nature importe-t-elle autant aux citoyens ? C'est ce que la troisième partie va tenter d'expliquer.

III- LA NATURE, UN BESOIN POUR LES POPULATIONS URBAINES

1) Des témoignages

GRENOBLE

« Quelques centaines d'arbres peuvent paraître bien dérisoire... Mais dans une société suicidaire, en proie à la pollution, au réchauffement planétaire et à l'extinction rapide des ressources naturelles, chaque espace préservé, chaque acte de résistance compte. » mis en ligne le 2 Février 2004 sur le site <http://lagryffe.net> in *L'expulsion menace, la lutte s'étend*

RABELAIS

« Regroupons nous pour faire valoir une autre démarche environnementale. » extraits tirés de l'article du 11 Juillet 2002 in La Nouvelle République

PARIS

« les resistographes ne sont pas fiables à 100 %. Faites plutôt confiance à la nature et aimez vos arbres » le 03 Mars 2005, in www.Paris14.info/archive

A travers chaque conflit, le besoin et l'attachement à la nature s'est fait ressentir : les sites concernés par la coupe étant tous les trois situés en plein cœur de ville, il est d'autant plus dommageable de perdre des espaces de verdure quand ceux-ci sont rares.

Plusieurs éléments sont à l'origine de ce besoin de nature.

2) Le rôle hygiénique de la nature

A partir de 1850, la poussée industrielle et l'urbanisation massive des grandes villes furent à l'origine d'un mouvement urbanistique qui tenta de lutter contre les méfaits de cette évolution : l'hygiénisme. En effet, la grande ville industrielle est accusée d'aliéner l'individu dans l'artifice, et, selon F. L. Wright, théoricien du mouvement américain anti-urbain, seule la nature pourrait rendre l'homme à lui-même et permettre l'harmonieux développement de sa personnalité.

En Europe, la nature en ville figure dans la plupart des grandes théories urbanistiques. Ainsi, en Espagne, Arturo Soria, thuriféraire de la ligne droite, impose néanmoins des « poumons verts » après 1880, reconnaissant le rôle hygiénique de la verdure au sein de ses « cités linéaires ».

En Autriche, Camillo Sitte, avec son ouvrage *Der Stadtebau* (1889), et Ebenezer Howard, avec *Tomorrow : a peaceful path to social reform* en 1898, exposent leurs théories pré-urbanistiques culturelles.

Ce dernier veut allier les avantages de la ville à ceux de la campagne et imagine pour cela une nouvelle forme urbaine : les cités-jardin, qui devaient bientôt devenir réalité avec les grands entrepreneurs anglais paternalistes (Lever, Caddbury...). Les cités-jardin ne font que poursuivre et encrever les théories Haussmaniennes de la nature

urbaine, fondées sur des motifs d'hygiène et d'aération des quartiers populaires de Paris pour y imposer une vision ordonnée de la vie collective, et répondant au principe de « tout ce qui est circulation est sain ; tout ce qui stagne est malsain ».

Mais Howard y a ajouté un volet social, dont il tire les fondements de la nature elle-même : il assimile la plante et les pratiques du jardin à un moyen de moraliser les populations ouvrières et de leur offrir un passe temps à la fois utile et susceptible de former leur pensée à l'esthétique dominante.

La cité jardin proposée par le progressiste George Benoit-Levy s'oppose à l'esprit culturaliste et à la vision communautaire de la cité d'Howard. C'est en effet une sorte de ville d'élevage, verte et hygiénique, destinée à obtenir des ouvriers qui l'habitent, le meilleur rendement possible.

Le Corbusier aussi s'oppose à la vision d'Howard, en critiquant l'éparpillement trop important des constructions qui en résultait. Une ville de type « cité radieuse » couvrirait seulement 25 hectares, alors qu'il en faut 200 pour une cité jardin. Ce pendant, Le Corbusier défendait l'idée d'une cité spacieuse, verte et qui accomplirait une mission historique et depuis longtemps nécessaire : réconcilier la ville et la campagne.

Ainsi, le même postulat revient dans différentes théories : la nature dans la ville est nécessaire et permet en partie de répondre aux problèmes de l'extension de l'urbanisation et de l'industrialisation.

Les théories hygiénistes, qui sont encore valables aujourd'hui, ont donc attribué plusieurs rôles à la nature :

- de détente : la nature est une nécessité vitale pour les habitants des villes, soumis à de nombreux stress (bruit continu, pollution atmosphérique, manque de repos...). La détérioration accélérée de l'environnement urbain engendre des troubles nerveux, des déséquilibres psychologiques et physiologiques. Le maintien de cet équilibre peut être favorisé par l'aspect naturel (contrastant avec l'aspect froid du bâti), par la souplesse des lignes, par la création d'une ambiance agréable et par les effets calmants (la couleur verte en particulier et les bruits d'eau apportent sérénité, et l'ambiance est propice à la détente), par la sensation d'espace et de lumière (Larcher/Dubois, 1995). Le besoin de nature traduit la recherche d'une défense contre les pressions et agressions exercées par la ville.
- culturel : les lieux où l'on trouve la nature en ville, tels les espaces verts, les parcs et les jardins, ont une histoire et leur forme a été influencée par les différents courants paysagistes, qui reflètent l'esprit de leur époque, comme le jardin à la française, reflet de la vision classique et rationaliste de la nature ou le jardin anglais à l'époque romantique.
- récréatif et sportif : des aires de jeux, des terrains de sport, des parcours de santé sont aménagés dans ces parcs et jardins où l'on côtoie la nature.

- pédagogique : cette nature permet la découverte du monde végétal et animal. Elle met en éveil les sens : la vue, le goût, l'odorat, le toucher sont sollicités par la nature.

Comme le montre une étude du CREDOC de 1999, 65 % des français sont satisfaits de leur environnement en ville. La nature est toujours perçue comme un élément positif, et les pôles attractifs le plus souvent cités sont les espaces verts. Les parcs et jardins sont les espaces préférés des français pour discuter, jouer ou tout simplement se promener et se détendre. Ils réalisent d'ailleurs les meilleurs scores de fréquentation, bien avant les musées, cinémas ou salles de sport.

75% des urbains veulent des lieux de nature, avec chants d'oiseaux et bruit d'eau pure, ouverts au public, dédiés à la promenade, à la détente et au calme.

3) La nature, l'illusion d'une défense contre les méfaits de l'urbanisation et de la densité

« Plus les populations sont urbaines, plus elles éprouvent le besoin d'**arbres**. »
(P. Donadieu , 2000)

Pourquoi introduit-on à partir du XIXe siècle, de la « nature » dans les villes en y insérant des parcs et des alignements ? Car la ville grossie de plus en plus, éloignant d'autant ses habitants de la campagne, dont beaucoup étaient issus.

Auparavant, la nature y était présente sous forme de terrains maraîchers, de jardins privés. La ville, devenue plus vaste, ressent le besoin de créer une campagne de rêve incarnée par les parcs à l'anglaise et dont les alignements seraient des prolongements.

C'est un principe d'antinomie qui est suggéré : là où il y a de la nature et des espaces verts, il ne peut y avoir de densité. Cette association d'idées a fait le succès des propos de la Charte d'Athènes du Corbusier.

L'idée, consciente ou inconsciente, que les espaces de nature en ville seraient automatiquement compensatoires de la densité, et finalement permettrait de la justifier, est très présente dans les discours.

La rareté de la nature en ville en fait quelque chose de précieux. On assiste en fait à une mutation historique : l'inversion des valeurs économiques dans les pays industrialisés (P. Saint-Marc, 1971). Ce qui était rare –et donc recherché– il y a un demi-siècle ne l'est plus aujourd'hui mais ce qui était abondant, au point de paraître presque sans intérêt, vient maintenant au sommet des échelles de valeur.

Les richesses immatérielles nées de la nature, c'est-à-dire les bienfaits biologiques, les joies esthétiques, la sensation d'espace et l'enrichissement scientifique qu'elle nous apporte, deviennent de plus en plus rares en raison des

destructions continues que lui inflige l'urbanisation et un usage dévastateur et abusif du monde vivant.

Même si ses capacités intellectuelles lui ont permis de s'adapter aux conditions extrêmes de vie rencontrées dans les grandes conurbations, la persistance de la condition animale chez l'homme met en évidence le besoin de celui-ci en espaces naturels proches et inclus dans son territoire, et n'en rend que plus sensible le déficit actuel en espaces verts urbains. (V. Mallard, 2002)

Consciemment ou pas, la nature joue donc pour les citadins un rôle compensatoire à la tension urbaine.

4) Concrétisation de ce besoin : le phénomène de la périurbanisation

Des enquêtes d'opinion axées sur les conditions de vie des français montre avec constance que l'accès à la nature est une préoccupation majeure des citadins, au point que cette quête de nature est devenue l'un des moteurs de l'expansion urbaine. Habiter dans un beau quartier pourvu d'espaces verts, vivre dans une maison entourée d'un jardin, sont en effet des aspirations profondes de nombreux citadins (C. Stéfulesco, 1993).

La périurbanisation, phénomène d'étalement de la ville vers la campagne, a donc notamment pour origine la recherche d'un environnement plus rural que celui qu'offre la ville, de plus en plus encombrée.

De ce phénomène va naître une troisième couronne de banlieue, à la croissance rapide. Bauer et Roux le décrivent sous le nom de *rurbanisation*.

5) Autre concrétisation : la défense de la nature

Ce besoin de nature s'accomplit aussi dans la lutte pour sa préservation : il y a eu dès les années 70 une vague de conflits qui s'est inscrite dans le cadre d'une opinion publique favorable à davantage de protection de l'environnement.

Ce mouvement s'inscrit dans un contexte de croissance fondée sur l'utilisation immodérée des ressources naturelles (qui se traduit notamment par la publication, en 1972, du manifeste *Halte à la croissance*, par le Club de Rome), de catastrophes écologiques telle que celle du naufrage en 1967 du pétrolier le Torrey Canyon, qui souillera les côtes françaises et anglaises, et de la conférence de Stockholm en 1972 qui adopte une déclaration sur l'environnement humain (J.-M. Dziedzicki, 2001).

En France, la création du ministère de l'Environnement en 1971 et la mise en place de sa politique vont constituer une étape majeure dans la prise en compte de la notion d'environnement dans le cadre des projets d'aménagement.

Par rapport au contexte actuel, la nature occupe toujours l'avant-scène de l'actualité des villes, alors que s'exprime, de plus en plus une demande sociale en faveur de la conservation de la nature ou de l'aménagement de parcs ou d'espaces

verts. Dans la même veine, on ne compte plus les controverses environnementales, qui mettent en scène des citoyens résolus à sauver de la disparition, par exemple, un bois ou un milieu humide.

Les « héros » de cette préservation de la nature sont aussi bien les scientifiques, cherchant des solutions aux menaces que les leaders des groupes écologistes. Leurs sympathisants sont représentés par l'électorat « vert ». Quant aux victoires et aux défaites qu'ils rencontrent, ce sont par exemple l'annulation du canal Rhin-Rhône ou la délabellisation du parc naturel régional du Marais poitevin en 1997 (P. Donadieu, 1998).

Conclusion du II et du III

« Aujourd'hui , l'arbre des villes regarde passer les gens.
Mais les gens vont et viennent sans le voir, sans lui prêter attention.
(...) mais qu'on arrache l'arbre au paysage et le passant s'arrête, se désole.
Si on apprend avant qu'il ne soit trop tard,
Que l'arbre sur cette place ombragée est un micocoulier centenaire,
Notre regard se trouve changé : ce n'est plus un inconnu que l'on croise,
C'est un personnage que l'on salue. » (S. Bruneau, M.-A. Roudil, 2002)

La relation ville-campagne s'est modifiée au cours du XXe siècle et aujourd'hui la ville dirige la campagne mais, parallèlement, nous avons besoin de ce paradigme perdu qu'est la nature....Or nous l'avons démontré dans le second chapitre, l'arbre est l'un des symboles de la nature en ville. Il y a ainsi un attachement très fort aux arbres urbains de la part des citadins, en manque de nature, comme le montre cette citation.

Notre hypothèse de départ est ainsi vérifiée.

C'est un sentiment qui a été ressenti invariablement, lors de l'étude des trois conflits. Cet attachement se devinait à travers les réactions passionnées des défenseurs des arbres. Les membres du comité de Défense des arbres du Boulevard Arago et de Paris et ceux de SOS Parc Paul Mistral se rassemblent encore régulièrement et n'ont pas abandonné leur lutte.

C'est pour cette raison que lorsqu'un aménagement vient menacer le patrimoine arboré urbain, qu'il soit malade ou sain, les ressentiments peuvent être violents et certains citadins s'engagent dans une lutte contre les commanditaires de la coupe qui peut s'éterniser.

La dernière partie tentera donc de montrer en quoi certains aménagements entraînant une coupe peuvent provoquer de telles réactions et quelles sont les mesures à prendre pour éviter les conflits qui s'enveniment et qui aboutissent à une situation de blocage.

IV- DES DISFONCTIONNEMENTS EGALEMENT A L'ORIGINE DU CONFLIT

Du fait de ce fort attachement aux arbres et à ce qu'ils représentent, des réactions pourront se faire sentir si ce patrimoine arboré est menacé.

Or certains projets d'aménagement urbains nécessitent un remodelage du patrimoine arboré de la ville. En effet, si l'arbre est surprotégé par certains habitants qui ont le sentiment qu'il y en a de moins en moins, il est et a été cependant l'objet de grandes campagnes de plantations si bien qu'aujourd'hui, on plante plus d'arbres que l'on en coupe. A titre d'exemple, de 1995 à 2002 inclus, 1774 arbres ont été arrachés à Tours contre 3830 plantés en remplacement ou en création. Soit un solde positif de 2056 arbres.

L'omniprésence de ces arbres implique qu'il est difficile pour les aménageurs de modifier un espace sans toucher aux plantations. Ces modifications peuvent aller jusqu'à l'abattage de certains arbres.

Dans quelles conditions ont lieu les coupes qui ont entraîné des contestations ? Les informations apportées par les trois études de cas permettront d'y répondre.

« Ce qui a choqué le plus, comme l'a dit Jacques Lacarrière, c'est que ce paysage d'arbres, de forêts, jugé éternel, puisse s'effondrer. » (P. Donadieu, 2000)

1) Des disfonctionnements à différentes étapes de l'aménagement

Les étapes qu'on considère ici ne sont pas celles au cours desquelles ont eu lieu les trois conflits étudiés dans la première partie (conception, réalisation, suivi) mais ce sont des étapes qui ont concerné indifféremment les trois conflits et durant lesquelles des dysfonctionnements ont eu lieu. Ce sont les phases qui ont souvent lieu en amont du conflit (conception, concertation, annonce du projet), sauf pour celui de Grenoble, qui s'est produit dès la phase de conception.

Ce sont donc des disfonctionnements qui ne concernent pas spécifiquement la coupe de l'arbre mais plutôt les procédures qui accompagnent la réalisation d'un aménagement entraînant une coupe d'arbre.

a- Lors de la conception du projet : décisions prises en marge de l'intérêt général

L'exemple de Grenoble l'a montré : l'intérêt général n'est pas toujours respecté, ce qui crée alors des conflits.

En effet, le 31 Mars 2004, une décision de justice suspend le permis de construire du stade, et impose une délibération du conseil de la communauté de communes Métro : il doit se prononcer sur l'intérêt général du projet de stade d'agglomération dans le parc Paul Mistral, qui a fait l'objet, en amont d'une enquête publique. Ce vote, réclamé depuis Mai 2001 par les opposants au projet, n'a jamais eu lieu en dépit d'une décision du conseil municipal de Grenoble le 21 Mai 2001 et des lois du code de

l'environnement, qui imposent une délibération de l'organe délibérant de l'établissement public responsable du projet quand ce projet public a fait l'objet d'une enquête publique. Le résultat de cet « oubli » a été une mobilisation sans précédent à Grenoble

En France, la procédure d'enquête publique, censée être un mode de participation de la population, est mise à l'index en raison de sa propension à laisser les populations affectées et concernées à l'écart des cercles de décision.

La phase de l'enquête publique conduit souvent à des réactions hostiles au projet de la part d'une partie de la population qui considère dans ce cas qu'elle est mise devant le fait accompli, que les jeux sont déjà faits, les principaux choix étant déjà effectués. Le projet d'aménagement est en effet trop avancé à cette étape du processus pour que le public consulté soit en mesure d'influencer substantiellement sur le contenu du projet, et encore moins de le remettre en question. Devant ce sentiment qu'il ne peut influencer sur la décision, la population témoigne alors de son indifférence ou, au contraire, manifeste son hostilité. En somme, l'enquête publique est régulièrement dénoncée en France comme un instrument de pérennisation du modèle traditionnel d'exercice du pouvoir (J.-M. Dziedzicki, 2001, p. 47).

Dans le cas de l'arbre, sujet qui porte à débat, ne pas poser la question de l'intérêt général lors de sa coupe mène beaucoup plus facilement au conflit car la population perçoit alors cette décision comme une négation de son attachement à l'arbre.

b- Lors de la phase de concertation

Les réunions organisées par les élus ont souvent plus la vocation d'être informatives que consultatives : certains habitants de la place Rabelais ont reproché à la municipalité de ne pas avoir été écouté lors de ces réunions. Les riverains ont donc le sentiment que les décisions sont déjà prises et que ce type de réunions est fait pour donner bonne figure aux décideurs.

C'est l'absence de transparence des processus de décision qui est critiquée à travers les contestations des citoyens : cette absence de transparence se décline sous la forme de revendications en terme de participation de la population aux décisions qui l'affecte ou la concerne.

« La concertation tant recherchée par les services municipaux a échoué : à qui la faute ? Aux citoyens qui ne se sont pas déplacés pour donner leur avis lors des réunions publiques ? A la municipalité qui soucieuse de communiquer autour du projet a oublié d'informer sur la nature réelle des travaux en omettant de mentionner par exemple dans ses communications « l'abattage systématiques des arbres » ? Cette information à elle seule aurait sans nul doute forcé la mobilisation et la participation aux réunions. Loin de vouloir absolument identifier les responsables, notre démarche est plutôt celle d'un constat : celui de l'échec renouvelé de la démocratie participative. » (extrait du tract du comité du Grandgousier, diffusé le 15 Juillet 2002, voir p. 17)

« La mairie ne connaît que la force et refuse le dialogue : cet arbre n'était pas malade ! » (Agence France Presse, le 14 Mars 2005)

c- Lors de l'annonce du projet

Dans la mesure où l'arbre est un sujet sensible, il est nécessaire d'être très clair. Or dans le cas de la place Rabelais, par exemple, la coupe n'a pas été bien annoncée au préalable : les réactions ont donc été d'autant plus violentes que les gens n'y étaient pas préparés. C'est un élément qui a été reproché par la suite à la municipalité, comme le montre cette citation : « Personne ne savait que le projet de réaménagement lancé par la ville serait si radical ! Qu'on allait couper tous les arbres ! Où est la concertation ? La communication ? » (N.R. du 7 Juillet 2002).

De même, lors du conflit du boulevard Arago, les raisons de la coupe des arbres n'ont pas réellement été énoncées : la maladie qui touchait les marronniers n'a pas été nommée dès le départ et la question de l'attachement à l'arbre n'est pas assez prise en compte.

La manière dont la coupe des arbres allait être annoncée à la population n'a pas réellement fait l'objet d'une réflexion en amont de la réalisation du projet car on sous estime l'attachement des citoyens à leur patrimoine arboré.

En raison de la grande part d'affectif qui accompagne ce sentiment d'attachement, les citoyens concernés seront d'autant plus sensibles au motif et aux techniques utilisées pour la coupe. D'où l'importance de la manière dont sera communiqué à la population le projet d'aménagement et la coupe qu'il engendre.

2) L'arbre n'est pas suffisamment pris en compte

Même si de gros efforts sont faits par certaines municipalités pour améliorer la gestion de l'arbre en ville, et notamment par la ville de Paris, qui à la direction des Parcs et Jardins, possède un service propre à l'arbre, avec une circonscription pour l'arbre urbain, et par d'autres qui mettent au point des Chartes de l'Arbre, des problèmes persistent, comme en témoigne l'apparition de conflits autour de la coupe d'arbres. Leur étude permet ainsi de mettre le doigt sur les aspects à améliorer vis à vis de cette gestion de l'arbre.

a- La nature ayant des droits

« l'arbre ne peut guère se défendre seul » in www.mesblogs.com le 17 Mars 2005.

Dans son ouvrage, *Le nouvel ordre écologique*, Luc Ferry décrit un mouvement, lancé par un juriste dans les années 70, aux Etats-Unis, et repris aujourd'hui en France, qui remettrait en cause la tradition de l'humanisme moderne d'après laquelle

l'humanité seule aurait une personnalité juridique et qui annoncerait que le temps des droits de la nature serait maintenant venu.

D'un point de vue pragmatique, cette théorie n'est pas dénuée de cohérence : elle permettrait d'intenter des procès aux grands pollueurs en l'absence même d'un intérêt direct. Le professeur Stone, à l'origine de cette théorie, cite le cas concret de diverses entreprises dévastatrices sur le plan écologique, qu'on ne parvient pas à stopper car les pollutions s'effectuaient dans des zones où nul intérêt individuel immédiat n'était lésé.

Cette théorie reprise ensuite permettrait à l'arbre notamment d'accéder au statut d'être juridique, porteur de droits légaux, car il répondrait à trois principes :

- cet être peut intenter des actions juridiques à son profit,
- durant un éventuel procès, la Cour peut prendre en compte l'idée d'un dommage ou d'un préjudice porté contre lui
- l'éventuelle réparation peut lui bénéficier directement.

Ce type de raisonnement est issu d'une vision bien spécifique de l'écologie et du rapport de l'homme et de la nature. Cette vision sous-entend un retour à des conceptions antiques de la nature où l'humanisme est mis entre parenthèse. L'homme ne serait alors, à tout point de vue, éthique, juridique, ontologique, qu'un élément parmi d'autres. C'est « l'écologie profonde » ou l'écologie « biocentrique » qui fait place à un « contrat naturel » au sein duquel l'univers tout entier deviendrait sujet de droit.

Cette vision de l'écologie tend à devenir l'idéologie dominante des mouvements alternatifs en Allemagne et aux Etats-Unis.

Sans en arriver à ces extrêmes, ce sentiment est partagé, consciemment ou non, par une certaine catégorie de la population qui réagit par conséquent assez violemment quand des arbres sont coupés, car on touche alors aux ressources naturelles de la planète, qui devraient être préservées. Les aménageurs doivent donc avoir en tête cette théorie et considérer l'arbre comme un être pouvant potentiellement provoquer autant de conflits que si l'on remettait en cause la liberté et les droits d'une personne.

C'est en cela que l'arbre n'est pas assez pris en compte : les aménageurs sous estiment le symbole que représente sa coupe.

b- L'arbre est parfois considéré comme du mobilier urbain

L'une des raisons pour lesquelles l'arbre est coupé est son mauvais état sanitaire. Or cet état dépend directement du mode de gestion choisi par les élus et les responsables des espaces verts.

En effet, même si l'arbre bénéficie d'une image très positive aux yeux des élus, ceux-ci se donnent rarement les moyens d'améliorer ses conditions de vie dans un milieu jugé pourtant hostile et ils ne réfléchissent pas assez aux formes adaptées à l'arbre dans conditions de la ville d'aujourd'hui.

L'arbre n'est pas considéré comme être vivant, on ne regarde pas assez les effets des pollutions, ses besoins en entretien et les modes de gestion pour son maintien et sa croissance.

Les causes sont plurielles : manque de vue d'ensemble, gestion trop faible et parcellisée (impossibilité des services d'espaces verts à bâtir une stratégie de protection et de gestion en raison des intervenants multiples et du manque de concertation entre eux.)

Les mesures scientifiques que les techniciens des espaces verts effectuent (pour connaître la résistance à la pollution par le sel de déneigement, l'effet de la concurrence des pelouses ou des arbustes en pied, ou les volumes de terre nécessaires à la plantation en bacs) montrent qu'il serait possible d'avoir une bien meilleure connaissance des phénomènes et d'approcher les essences dans leurs réactions aux atteintes urbaines.

Les informations scientifiques sont peu connues des services gestionnaires spécialisés, et les travaux de renouvellement manquent d'ambition, ce qui empêche d'envisager l'avenir sereinement. Même des villes comme Paris remplacent régulièrement les jeunes sujets plantés les années précédentes qui dépérissent faute d'un projet bien conçu.

Ainsi, ne considérer l'arbre que comme un simple élément du mobilier urbain tend à ne pas lui administrer les bons soins. L'arbre va donc dépérir et sa coupe n'en sera que plus précoce, ce qui entraînera le mécontentement des citoyens ayant remarqué ces mauvais traitements. Cela a été le cas lors du conflit du boulevard Arago, où les opposants à la coupe ont aussi reproché à la mairie de Paris de ne pas arroser suffisamment les marronniers, ce qui aurait aggravé leur cas.

3) Des réactions parfois démesurées de la part des citoyens

a- Le syndrome NIMBY

Le syndrome NIMBY (Not In My Back Yard), qui est une réaction égoïste et irrationnelle de défense d'intérêts particuliers ou collectifs locaux contre l'intérêt général (J.-M. Dziedzicki, 2001, p. 43), peut parfois conduire à des réactions excessives.

En effet, les populations qui manifestent ce type de mécontentement éprouvent un sentiment d'injustice lié à une distribution inéquitable des bénéfices et inconvénients de l'aménagement : les populations affectées devraient supporter des désagréments d'un aménagement dont les bénéfices iraient au reste de la collectivité.

S'ajoute à cela des peurs, plus ou moins rationnelles, liées à une modification de l'espace dans lequel vivent les citoyens, qui tiendraient à deux raisons principales, parfois limitées qu'à une seule : un défaut d'information sur le nouveau projet d'aménagement ainsi que l'absence de contrôle par la population de l'évolution du futur aménagement.

Ils réagissent par conséquent à cette situation en manifestant contre le projet, ce qui peut aboutir parfois à des blocages et à un climat de tension entre les décideurs et la population.

b- Le problème de la légitimité des experts

« Nous pensons que les méthodes d'identification des sujets dangereux sont inappropriées et insuffisantes, car elles ne permettent pas d'invalider la qualité de l'ancrage de l'arbre. »

« Nous pensons faire venir un expert accompagné d'un huissier pour examiner les travaux et les fiches de tests afin de valider ou d'invalider le diagnostic produit par le service de l'Arbre. » (extraits de la lettre adressée au maire de Paris, le 27 Février 2005).

Dans un conflit du type de celui du boulevard Arago, où la coupe d'arbre dépend directement du diagnostic d'un expert, sa parole peut être mise en doute : il suffit qu'un autre expert, commandité par les opposants de la coupe d'arbres, vienne infirmer le diagnostic et c'est tout le projet qui est remis en cause.

Cela devient tendancieux quand le dire d'expert est prétexte au conflit et est pris comme argument contre la coupe. Même si l'erreur est humaine, l'expert possède un savoir et des compétences en lesquelles il faut avoir confiance. Remettre en question son travail, c'est douter de son objectivité par rapport au contexte, fort peu probable quand il s'agit d'un expert indépendant, qui n'est au service que de son patron.

Il y a ainsi certaines réactions excessives qui, sous le prétexte de préservation ou de conservation, conduisent à interdire toute politique de renouvellement et nuisent ainsi à la pérennité du patrimoine.

4) Préconisations : des améliorations à apporter à chaque étape du projet

On a mis en évidence le fait que les conflits tournant autour de la coupe des arbres peuvent surgir à toute étape d'un projet d'aménagement. Les porteurs de projets doivent donc être conscients que de la conception au suivi du projet, des oppositions de la population peuvent se manifester, pouvant aller jusqu'au blocage du projet.

En être conscient ne suffit pas à éviter le conflit : si conflit il y a, cela met en évidence l'existence de dysfonctionnements qu'il faut identifier. Ce travail a permis d'en étudier quelque uns.

Il faut par la suite, ne pas reproduire les situations conflictuelles en prenant des mesures concrètes luttant contre ces dysfonctionnements.

a- Préconisations à prendre lors de la phase de conception

D'une part, le respect de la loi en matière d'enquête publique et de délibération sur l'intérêt général d'un projet semble indispensable.

D'autre part, dans la mesure où c'est durant cette phase que beaucoup d'aspects du projet se décident, la place de l'arbre au sein du projet doit faire l'objet d'une **réflexion spécifique et approfondie**. L'attachement des urbains à l'arbre ne doit pas être sous-estimé par les porteurs de projet. Il serait intéressant dans ce cadre de mettre au point une méthode qui permette de mesurer cet attachement afin d'évaluer le risque potentiel de conflit qu'engendrerait une coupe d'arbre.

Par exemple, il convient de pourvoir aux remplacements inéluctables des arbres en les étalant sur une période suffisamment longue pour que les citoyens ne se trouvent pas affectés par le changement brutal du paysage urbain, ce qui impose de commencer à l'avance ces renouvellements dans les parcs ou espaces verts anciens, dont beaucoup n'ont jamais été rénovés (comme les Robiniers faux-acacias des bois de Boulogne et de Vincennes, qui ont maintenant plus d'un siècle et qui pourraient provoquer des accidents).

Pour préserver le cadre de vie des riverains, des plans de rénovation, échelonnés dans le temps et l'espace et définissant des objectifs à long terme, sont indispensables pour conserver la pérennité et l'esthétique des espaces verts : les travaux d'entretien et de rénovation doivent, en effet, être cohérents sur de longues périodes et guidés par des objectifs clairement définis.

b- Préconisations à prendre lors de la phase de concertation

Il faut organiser une concertation dont les dates seront largement diffusées et connues par toute la population de la ville concernée par la coupe. Cette diffusion doit utiliser tous les réseaux d'information disponibles (radio, journaux locaux, bulletins municipaux...).

Lors de la concertation, un cahier de doléance permettrait à chacun d'exposer ses idées et remarques, réglant le problème des personnes qui monopolisent systématiquement la parole. Cela serait aussi accompagné d'une réelle concertation avec échange des idées des porteurs de projet d'une part et celles des éventuels opposants d'autre part.

La population doit avoir le sentiment d'être écoutée et de participer, en partie, à l'élaboration du projet.

Au niveau de la représentativité du public qui assiste à ces réunions de concertation, elle doit être maximale et ne doit pas se limiter aux associations et aux comités de quartier. Les habitants qui n'appartiennent à aucune organisation doivent être présents ou au moins représentés.

c- Préconisations à prendre lors de la phase de réalisation

Il est impératif que la coupe des arbres soit annoncée avant qu'elle ne se fasse (pour ne pas reproduire l'erreur de la place Rabelais où des communiqués avaient été affichés le lendemain de la coupe, entraînant la colère de certains) et dans un maximum de lieux. Les raisons de l'abattage doivent être clairement exposées, sans laisser d'imprécisions. Il vaut mieux éviter de les faire de nuit, cela pouvant éveiller des soupçons inexistantes chez les habitants.

Lors de la coupe, il serait intéressant que l'élu responsable des espaces verts de la ville soit présent afin qu'il réponde aux interrogations de la population et qu'il témoigne de la transparence du projet en cours. Il montre ainsi la volonté de la municipalité d'être à l'écoute de ses administrés et de réaliser les aménagements au profit de l'intérêt général.

d- Préconisations à prendre lors de la phase de suivi du projet

Il ne faut pas garder à tout prix les arbres lorsqu'on sait qu'ils ne se développeront pas dans de bonnes conditions. Là aussi, la qualité de l'information de la population est primordiale : lorsqu'on la prévient suffisamment tôt, et que l'on explique la nécessité des travaux, tout se passe beaucoup mieux.

Dans le cas du boulevard Arago, l'information a peut être mal circulée et n'était pas suffisamment claire sur le pourquoi de la coupe (le nom de la maladie qui touchait les marronniers n'a pas été donné), ce qui expliquerait les réactions passionnées du comité.

La population doit aussi être apte à comprendre que la coupe d'un arbre est parfois nécessaire et qu'elle est décidée le plus souvent par des spécialistes, qui eux même ne prennent pas plaisir à abattre l'arbre. De plus, ce type de coupe est maintenant quasi-systématiquement accompagnée d'une replantation.

e- Mettre au point un plan de gestion des arbres

La notion de plan de gestion semble être une solution adéquate : elle oblige le gestionnaire à anticiper et à prévoir les plantations à long terme. Fabriquer un plan de gestion c'est une démarche qui nécessite des compétences.

Dans la démarche, la phase de préparation est essentielle et elle a pour but de convaincre les décideurs et les gestionnaires. Les méthodes mises au point dans les pays anglo-saxons, en Amérique du Nord et en Suisse, ont démontré que ce type de gestion est possible et rentable (C. Guinaudeau, 1989). Il faut donc écouter pour connaître les besoins et blocages de chacun, sensibiliser pour démontrer l'intérêt et la nécessité de ce type d'outil qui permettrait d'éviter des conflits, informer pour comprendre les nouveaux fonctionnements proposés.

Une deuxième phase est celle du recueil des données, qui peut être réalisée par les services techniques pour ce qui relève de l'auscultation des arbres. D'autres éléments relèvent de la radiographie ou de l'analyse en laboratoire qui font alors appel à des spécialistes de l'arbre.

La troisième phase est la fixation des objectifs de gestion. C'est une décision à prendre conjointement entre les décideurs et les gestionnaires. Dans ce domaine, il faut savoir qu'une gestion n'est réalisable que si l'on a le temps, les moyens et les compétences nécessaires pour les réaliser.

Il faut prendre en compte cette donnée dans les processus de décision en aménagement. Les aménageurs l'ont bien compris en renforçant leur attention et leurs efforts sur le respect des procédures administratives afin d'éviter le recours auprès des tribunaux pour vice de forme.

La persistance de ce mouvement conflictuel, que l'on semble découvrir à chaque fois, sans avoir retenu, semble-t-il certaines leçons du passé, pose la question du rapport qu'on les aménageurs au conflit. Corrélativement, il interroge la capacité des aménageurs publics et privés à appréhender les conflits que leurs actions sont susceptibles de provoquer. Autrement dit, ce qui est en jeu, c'est leur aptitude à internaliser le conflit dans leurs opérations d'aménagement.

CONCLUSION

Cette étude a montré, d'une part, que l'arbre est, pour les urbains, l'un des symboles de la nature en ville, et que ses habitants montrent un réel besoin de nature, d'autre part.

Cela explique le fort attachement qu'ils éprouvent à l'égard des arbres et les réactions de certains lorsqu'on y touche : ils luttent en définitive contre la disparition de la nature en ville.

Dans la mesure où nous étions partis de l'hypothèse selon laquelle l'attachement de l'homme à l'arbre est responsable des conflits autour de la coupe de l'arbre, à l'issue de ce travail, nous pouvons affirmer que nous y avons répondu. Cependant une autre origine à ces conflits a été trouvée : les dysfonctionnements lors de la concrétisation du projet. Cela permettra aux aménageurs, à l'avenir, d'anticiper et de gérer d'autant mieux ces conflits.

Pour aider les aménageurs à améliorer leur démarche, il faut qu'ils agissent durant toutes les étapes du projet d'aménagement : aussi bien lors de la conception, de la concertation, de la diffusion de l'information auprès de la population, que lors de l'entretien des arbres. Ils ne doivent pas non plus sous-estimer la place qu'a l'arbre dans le cœur des citoyens, et le considérer comme sujet d'étude à part entière, et non en tant que mobilier urbain.

Un outil d'évaluation de l'attachement des hommes à l'arbre reste à mettre en place afin que la démarche des porteurs de projet soit plus efficace : si l'on a vérifié que cet attachement existe et qu'il provoque des réactions, il faut le quantifier, et le distinguer en fonction des groupes sociaux. Ensuite, une typologie fine de leur répartition, de leurs savoirs, pratiques, représentations, demandes et attentes vis-à-vis de l'arbre reste encore à faire.

Nous avons tenté de répondre à l'objectif de départ en identifiant les facteurs principaux de ces réactions. Toutes n'ont pas été citées dans ce mémoire. Par exemple, des raisons d'ordre économique peuvent être à l'origine de ces réactions : l'arbre ajoutant de la valeur à un terrain.

Le conflit est parfois nécessaire : même s'il est destructeur, il peut tout aussi bien être constructif : il permet de faire émerger des alternatives, il est source d'améliorations ou de changements induits dans l'évolution des sociétés. Il marque aussi la reconquête du statut de citoyen par les riverains et leur entrée dans le

militantisme, comme en témoigne l'engagement dans la vie politique locale de certains leaders associatifs.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages :

BARBIER R., *Une société au rendez-vous de ses déchets – L'internalisation des déchets comme figure de la dynamique du collectif*, Thèse de doctorat, CSI/Ecole des Mines de Paris, 1996, 352 p.

BERQUE A., *Des toits et des étoiles*, in Natures en villes, les Annales de la recherche urbaine n°74 ; CNRS, ministère de l'équipement ; mars 1997 ; pp. 3-11.

BOURGERY (C.), MAILLIET (L.), *L'Arboriculture urbaine*, Collection Mission du Paysage, IDF.

BOUILLON D., DONADIEU P., FLEURY A., TOUBLANC M., *Proposition du groupe de recherche sur l'arbre*, Laboratoire de recherche, Programme 2003-2006 : Cultures et pratiques du projet de paysage en Europe, Ecole Nationale Supérieure du Paysage Versailles.

BRUNEAU S., ROUDIL M.-A., *Comment filmer l'arbre*, in L'arbre dans le paysage sous la direction de Jean Mottet, 2002, Editions Champ Vallon, p. 261.

CABANEL J., *L'arbre et l'urbanisme*, L'arbre en ville, Revue Forestière Française, numéro spécial 1989, p. 138.

DIJOUX G., *Arbres à histoires*, mémoire de l'Ecole Nationale Supérieure du Paysage ; Décembre 1986.

DONADIEU P., *Campagne urbaine*, Actes Sud, Ecole Nationale du Paysage, 1998, p. 103.

LARCHER J.-L., DUBOIS M.-N., *Aménagement des espaces verts urbains et du paysage rural*, histoire, composition, éléments construits, Paris, 1995, Editions Tec et Doc, collection agriculture aujourd'hui, 337 p.

LARUE (D.), 1996, *L'Arbre dans la ville*, Les guides pratiques, Ecologie urbaine, Foncier Conseil/ Le sang de la terre, Paris.

MALLARD V., *La prise en compte de la nature dans l'aménagement urbain*, Mémoire de recherche de Magistère 3, Cesa, Université François Rabelais Tours, 2002, pp 37-38.

Ministère de l'Équipement, des transports et du Logement, Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, *Ville et écologie, Bilan d'un programme de Recherche (1992-1999)* ; Paris, Août 1999, 178 p.

PAQUOT T., *Economie, écologie et démocratie* in *Ecologie urbaine* Acte du colloque de l'Ecole d'architecture de Paris la Vilette ; Editions de la Vilette ; Paris, 2000 ; pp. 23.

ROBINEAU J., *Des arbres en ville*, in *La Nature en ville, XVIIe -XXe siècle*, textes réunis et présentés par A. CORVOL, Centre National de la Recherche Scientifique, p. 5-8.

RUMELHART M., *L'arbre, élément de la biomasse végétale urbaine*, in *L'arbre en ville*, Revue Forestière Française, numéro spécial 1989, p. 49.

SOMMER R., 2003, *Milieus et modes de vie, A propos des relations entre environnement et comportement*, Infolio, p 270.

STEFULESCO C., 1993, *L'Urbanisme végétal*, Collection Mission du Paysage, IDF, Paris.

Périodiques :

DEJONGHE F., *Elagage, soins et gestion*, in *Le Moniteur Architecture*, n°35, Octobre 1992, p. 46.

DONADIEU P., *Interview Pierre Donadieu*, in *Le Point*, n° 1448, 16 Juin 2000, p. 161.

GUEDEAU M., *Arbres en ville : le nécessaire dialogue avec les citoyens*, Octobre Novembre 1994, *Arbre Actuel*, n°15, p. 14 -15.

GUINAUDEAU C., *La gestion des arbres urbains*, in *L'arbre en ville*, Revue Forestière Française, n° spécial, 1989, p. 123.

NEBOUT J., *La politique de la ville de Paris*, in *Le Moniteur Architecture*, n°35, Octobre 1992, p. 43.

SAINT-MARTIN E., *Une liaison passionnelle*, in *Le Point*, n° 1448, 16 Juin 2000, p. 158.

L'arbre dans les rues de Nantes, Janvier 1980, Service des espaces verts et de l'environnement de la ville de Nantes.

Nîmes : touche pas à mon arbre, Février 1995, Vie Publique, p. 49.

Un compagnon millénaire..., dossier L'arbre en ville, Paysage Actualités, p. 53-56.

Et de nombreux articles de la Nouvelle République d'Avril, Mai, Juin, Juillet, Août, Octobre, Novembre, Décembre 2002.

Sites Internet :

www.sosparcpaulmistrail.fr.st

www.liberation.fr/page.php

www.mesblogs

<http://lagryffe.net>

www.Paris14.info/archive

<http://sergebloch.org>

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Photo n°1 : L'un des arbres occupés du parc Paul Mistral	p. 10
Photo n°2 : Regroupement de militants autour des arbres au moment des abattages	p. 12
Photo n°3 : Serge Bloch devant l'arbre qu'il a défendu, boulevard Arago, Paris	p. 19
Photo n°4 : Emplacement de l'arbre qu'a défendu Serge Bloch, boulevard Arago	p. 20